

DÉCISION DU CONSEIL

du 1^{er} juin 1976**donnant décharge à la Commission sur l'exécution du budget et des budgets rectificatifs et supplémentaires des Communautés européennes pour l'exercice 1973**

(77/120/CEE, Euratom, CECA)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et notamment son article 78 *quinto*,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 206,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 180,

vu le traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, et notamment son article 20,

vu les comptes de gestion et les bilans financiers afférents aux opérations du budget de l'exercice 1973,

vu le rapport de la Commission de contrôle relatif aux comptes de l'exercice 1973 auquel sont annexées les réponses des institutions aux observations qui les concernent,

considérant que le Conseil a arrêté le budget des Communautés européennes pour l'exercice 1973 ⁽¹⁾ ;

considérant que, au cours de l'exercice 1973, quatre budgets rectificatifs et supplémentaires ont été arrêtés, le premier ne comportant pas de modifica-

tions des crédits mais augmentant toutefois les effectifs ⁽²⁾, le deuxième tirant les conséquences relatives à la non-adhésion de la Norvège aux Communautés européennes ⁽³⁾, le troisième constituant la traduction budgétaire des décisions de programme prises par le Conseil le 5 février 1973 (crédits de recherches et d'investissement) ⁽⁴⁾, le quatrième augmentant notamment les crédits de la section garantie du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole ⁽⁵⁾ ;

considérant que, en dehors des montants de crédits mentionnés ci-dessus, la Commission a procédé aux paiements afférents aux crédits reportés de l'exercice 1972 (ou d'exercices précédents), sur une dotation de 1 330 144 296 unités de compte ;

considérant que certains crédits disponibles à la clôture de l'exercice 1973 ont été reportés à l'exercice 1974 ;

considérant que les observations et remarques contenues dans le rapport de la commission de contrôle relatif aux comptes de l'exercice 1973 comportent la constatation de certaines irrégularités et de certains errements et que les suites appropriées doivent être données à cette constatation ;

considérant toutefois que l'exécution, dans leur ensemble, des budgets afférents à l'exercice 1973 par la Commission a été telle qu'il convient de lui donner décharge sur l'exécution de ces budgets,

⁽¹⁾ JO n° L 307 du 31. 12. 1972, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 172 du 28. 6. 1973, p. 11.

⁽³⁾ JO n° L 318 du 19. 11. 1973, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 366 du 31. 12. 1973, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 367 du 31. 12. 1973, p. 1.

DÉCIDE :

Article premier

Le Conseil se prononce, comme il est indiqué à l'annexe I, sur les observations et remarques contenues dans le rapport de la Commission de contrôle relatif aux comptes de l'exercice 1973.

Article 2

1. Le Conseil constate que:

a) le total des paiements effectués sur les crédits de l'exercice 1973 (gestion des ressources propres) se présente comme suit:

(en unités de compte)

1. Dépenses administratives et opérationnelles (titres I à IV):		
— Commission	176 404 814,52	
— Remboursement aux États membres de 10% des montants versés	187 895 356,52	
— Assemblée	21 433 333,99	
— Conseil	25 242 544,68	
— Cour de justice	<u>5 084 918,44</u>	416 060 968,15
2. Dépenses de recherches et d'investissement		60 773 301,29
3. Fonds social européen		20 972 775,56
4. FEOGA:		
— section garantie	2 978 340 165,54	
— section orientation	<u>4 797 535,00</u>	2 983 137 700,54
5. Aide alimentaire		<u>52 784 339,76</u>
	Total a)	3 533 729 085,30

b) le total des paiements effectués sur les crédits à financer selon une clé de répartition *ad hoc* se présente comme suit:

Aide aux travailleurs licenciés des mines de soufre en Italie	<u>213 702,90</u>	<u>213 702,90</u>
	Total a) + b)	<u><u>3 533 942 788,20</u></u>

c) le total des crédits reportés de l'exercice 1973 à l'exercice 1974 (gestion des ressources propres) se présente comme suit:

(en unités de compte)

1. Dépenses administratives et opérationnelles (titres I à IV):		
— Commission	22 451 405,54	
— Remboursement aux États membres de 10% des montants versés	62 203 454,16	
— Assemblée	1 610 865,12	
— Conseil.....	3 322 850,84	
— Cour de justice	<u>741 706,90</u>	90 330 282,56
2. Dépenses de recherches et d'investissement		9 147 594,74
3. Fonds social européen		261 976 320,76
4. FEOGA:		
— section garantie		684 849 733,90
— section orientation		178 002 465,00
5. Aide alimentaire		<u>8 098 687,14</u>
	Total c)	<u>1 232 405 084,10</u>
d) le total des crédits reportés de l'exercice 1973 à l'exercice 1974 à financer selon une clé de répartition <i>ad hoc</i> se présente comme suit:		
— FEOGA: section garantie	<u>170 000 000,00</u>	<u>170 000 000,00</u>
	Total c) + d)	<u><u>1 402 405 084,10</u></u>

2. Le Conseil constate que la somme des totaux figurant au paragraphe 1 sous a), b), c) et d), égale à 4 936 347 872,30 unités de compte, doit être couverte par les recettes équivalentes, soit:

a) conformément à la décision 70/243/CECA, CEE, Euratom:		
— par des ressources propres	2 496 557 331,49	
— par des contributions financières	2 087 329 476,14	
— par le montant prévu pour les crédits reportés de l'exercice 1972 à l'exercice 1973 tombant en annulation	<u>125 120 107,80</u>	4 709 006 915,43
— par des recettes liées aux activités de recher- ches et d'investissement	5 196 049,45	
— par des contributions des États membres aux programmes complémentaires CEEA	10 355 566,41	
— par le montant des prélèvements CECA affec- tés aux dépenses administratives	18 000 000,00	
— par des recettes diverses	<u>23 575 638,11</u>	<u>57 127 253,97</u>
	Total a)	<u>4 766 134 169,40</u>

(en unités de compte)

b) par les contributions financières:

— conformément à l'article 200 paragraphe 1 du traité CEE	213 702,90	
— conformément au règlement n° 130/66/CEE du Conseil, du 26 juillet 1966, relatif au finan- cement de la politique agricole commune ⁽¹⁾ :		
FEOGA: section garantie	<u>170 000 000,00</u>	<u>170 213 702,90</u>
	Total a) + b)	<u><u>4 936 347 872,30</u></u>

Le calcul de la participation des États membres au financement du budget pour l'exercice 1973 est repris à l'annexe II.

3. Le Conseil constate que le montant des paiements effectués sur les crédits reportés de l'exercice 1972 est égal à 470 655 200,71 unités de compte.

Article 3

Le Conseil donne décharge à la Commission sur l'exécution du budget et des budgets rectificatifs et supplémentaires des Communautés européennes pour l'exercice 1973 ainsi qu'il ressort du tableau ci-après:

⁽¹⁾ JO n° 165 du 21. 9. 1966, p. 2965/66.

(en unités de compte)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
	Réports 1972 à 1973	Paiements sur crédits reportés	Reports de 1973 à 1974 des crédits reportés	Annulations	Crédits globaux de l'exercice 1973	Engagements au 31 décembre 1973	Paiements comptabilisés au 31 décembre 1973 ou au 15 février 1974	Reports 1973 à 1974 (*)	Annulations
Dépenses administratives et opérationnelles (titres I à IV)	66 043 244,98	63 371 232,64	—	2 672 012,34	532 526 641,00	504 880 377,69	416 274 671,05	90 330 282,56	25 921 687,39
Dépenses de recherches et d'investissement	12 270 079,05	11 493 089,99	—	776 989,06	74 686 830,00	69 795 449,43	60 773 301,29	9 147 594,74	4 765 933,97
Fonds social européen	42 692 682,66	28 963 595,44	—	13 729 087,22	282 950 000,00	242 236 764,86	20 972 775,56	261 976 320,76	903,68
FEOGA:									
— section garantie	410 301 475,72	195 857 119,20		214 444 356,52	3 833 195 415,00	3 663 189 899,44	2 978 340 165,54	854 849 733,90	5 515,56
— section orientation	716 013 813,90	118 936 412,52	577 933 749,95	19 143 651,43	350 000 000,00	6 613 999,00	4 797 535,00	178 002 465,00	167 200 000,00
Aide alimentaire	82 823 000,00	52 033 750,92	—	30 789 249,08	61 134 985,00	60 883 026,90	52 784 339,76	8 098 687,14	251 958,10
Total	1 330 144 296,31	470 655 200,71	577 933 749,95	281 555 345,65	5 134 493 871,00	4 547 599 517,32	3 533 942 788,20	1 402 405 084,10	198 145 998,70

(*) Les montants repris à la colonne 8 ne représentent pas la différence entre les colonnes 6 et 7 car ils tiennent compte des reports visés à l'article 6 paragraphe 1 sous b) du règlement financier 73/91/CECA, CEE, Euratom (JO n° L 116 du 1. 5. 1973, p. 1).

Fait à Bruxelles, le 1^{er} juin 1976.

Par le Conseil
Le président
G. THORN

ANNEXE I

PRISE DE POSITION DU CONSEIL VISÉE À L'ARTICLE 1^{ER}Apurement des comptes des services et organismes visés à l'article 4 du règlement
(CEE) n° 729/70

Le Conseil invite la Commission à examiner les possibilités d'accélérer les procédures d'apurement des comptes des services et organismes visés à l'article 4 du règlement (CEE) n° 729/70 du Conseil, du 21 avril 1970, relatif au financement de la politique agricole commune ⁽¹⁾, en vue de respecter le délai prévu à l'article 5 paragraphe 2 sous b) de ce règlement.

⁽¹⁾ JO n° L 94 du 28. 4. 1970, p. 13.

ANNEXE II

CALCUL DE LA PARTICIPATION DES ÉTATS MEMBRES
AU FINANCEMENT DU BUDGET POUR L'EXERCICE 1973

1. Détermination des crédits à couvrir conformément à la décision 70/243/CECA, CEE, Euratom

(en unités de compte)

Catégories de dépenses	Paiements de l'exercice	Reports à l'exercice 1974	Reports de l'exercice 1972 tombant en annulation (à déduire)	Montants
1. Dépenses de recherches et d'investissement	60 773 301,29	9 147 594,74	776 989,06	69 143 906,97
2. Fonds social européen	20 972 775,56	261 976 320,76	13 729 087,22	269 220 009,10
3. FEOGA:				
— section garantie	2 978 340 165,54	684 849 733,90	69 444 356,52	3 593 745 542,92
— section orientation	4 797 535,00	178 002 465,00	7 708 413,60	175 091 586,40
4. — Dépenses administratives et opérationnelles:				
— Commission	176 404 814,52	22 451 405,54	1 658 379,18	197 197 840,88
— Assemblée	21 433 333,99	1 610 865,12	206 686,30	22 837 512,81
— Conseil	25 242 544,68	3 322 850,84	673 026,14	27 892 369,38
— Cour de justice	5 084 918,44	741 706,90	133 920,72	5 692 704,62
— Aide alimentaire	52 784 339,76	8 098 687,14	30 789 249,08	30 093 777,82
5. Remboursement aux États membres de 10% des ressources propres	187 895 356,52	62 203 454,16	—0,02	250 098 810,70
	3 533 729 085,30	1 232 405 084,10	125 120 107,80	4 641 014 061,60

(en unités de compte)

Catégorie de recettes	Montants
1. Recettes diverses liées aux activités de recherches et d'investissement	5 196 049,45
2. Autres recettes diversés	23 575 638,11
3. Montant des prélèvements CECA affectés aux dépenses administratives	18 000 000,00
4. Contributions des États membres aux programmes complémentaires CEEA	10 355 566,41 ⁽¹⁾
	57 127 253,97
Crédits à couvrir conformément à la décision 70/243/CECA, CEE, Euratom	4 583 886 807,63

(¹) Droits constatés sur titres de recettes émis: 11 117 404,79
 Droits constatés réels: 10 355 566,41
 Reste à recouvrer: 761 838,08

Belgique: 562 123,79
 Allemagne: 4 847 142,52
 France: 610 909,87
 Italie: 1 089 156,97
 Luxembourg: 10 434,46
 Pays-Bas: 3 596 699,24
 Danemark: 44 074,22
 Irlande: 10 894,86
 Royaume-Uni: 345 968,56
11 117 404,49

2. Répartition des dépenses conformément à l'article 3 paragraphe 2 de la décision 70/243/CECA, CEE, Euratom compte tenu des articles 127 à 132 de l'acte d'adhésion

(en unités de compte)

	Ressources propres versées	Contribution des États membres selon clé article 3 paragraphe 2 (articles 129 et 130 acte d'adhésion)	Total des parts des États membres	Part relative en %
Belgique	175 721 966,46	127 678 478,13	303 400 444,59	6,6188
Danemark	38 631 769,46	23 114 045,25	61 745 814,71	1,3470
Allemagne	731 213 597,45	617 735 902,21	1 348 949 506,66	29,4281
France	448 675 801,04	612 102 513,17	1 060 778 314,21	23,1415
Irlande	12 686 667,00	5 731 531,55	18 418 198,55	0,4018
Italie	403 524 327,18	379 277 053,05	782 801 380,23	17,0772
Luxembourg	2 969 206,70	3 754 205,36	6 723 412,06	0,1467
Pays-Bas	280 607 612,28	137 066 079,53	417 673 691,81	9,1118
Royaume-Uni	401 866 226,03	181 529 818,78	583 396 044,81	12,7271
Total	2 495 897 173,60	2 087 989 634,03	4 583 886 807,63	100,0000

3. Ajustement de la part relative de chaque État membre pour l'exercice 1973, destiné à déterminer la part relative des nouveaux États membres

	Part relative de référence (1972)	Plafond (+ 1%)	Plancher (- 1,5%)	Part relative avant ajustement (tableau 2)	Différence		Répartition du solde	Part relative ajustée
					en dessous du plancher	au-dessus du plafond		
Belgique	7,4334	7,5077	7,3219	6,6188	+0,7031	—	+0,0535	7,3754
Danemark	1,1070	1,1181	1,0904	1,3470	—	-0,2289	—	1,1181
Allemagne	28,7912	29,0791	28,3593	29,4281	—	-0,3490	—	29,0791
France	24,9580	25,2076	24,5836	23,1415	+1,4421	—	+0,2568	24,8404
Irlande	0,2745	0,2772	0,2704	0,4018	—	0,1246	—	0,2772
Italie	19,2038	19,3958	18,9157	17,0772	+1,8385	—	+0,1591	19,0748
Luxembourg	0,1795	0,1813	0,1768	0,1467	+0,0301	—	+0,0016	0,1784
Pays-Bas	9,3586	9,4522	9,2182	9,1118	+0,1064	—	+0,0575	9,2757
Royaume-Uni	8,6940	8,7809	8,5636	12,7271	—	-3,9462	—	8,7809
Total	100,0000	100,9999	98,4999	100,0000	+4,1202	-4,6487	+0,5285	100,0000

Solde à répartir : — 0,5285

4. Répartition des dépenses, autres que celles financées par les trois nouveaux États membres, entre les anciens États membres conformément à l'article 3 paragraphe 2 de la décision 70/243/CECA, CEE, Euratom

(en unités de compte)

	Ressources propres versées	Contribution des États membres selon clé article 3 paragraphe 2	Total des parts des États membres	Part relative en %
Belgique	175 721 966,46	141 080 198,89	316 802 165,35	7,6942
Allemagne	731 213 597,45	682 579 197,57	1 413 792 795,02	34,3368
France	448 675 801,04	676 355 071,15	1 125 030 872,19	27,3237
Italie	403 524 327,18	419 091 179,05	822 615 506,23	19,9789
Luxembourg	2 969 206,70	4 149 417,61	7 118 624,31	0,1729
Pays-Bas	280 607 612,28	151 453 742,93	432 061 355,21	10,4935
Total	2 042 712 511,11	2 074 708 807,20	4 117 421 318,31	100,0000

Danemark	1,1181 %	} de 4 583 886 807,63	51 252 438,40	Total des dépenses	4 583 886 807,63	
Irlande	0,2772 %		12 706 534,23			Part supportée par les nouveaux États membres
Royaume-Uni	8,7809 %		402 506 516,69			
	10,1762 %		466 465 489,32			466 465 489,32
					4 117 421 318,31	

5. Ajustement de la part relative des anciens États membres pour l'exercice 1973 en application de l'article 3 paragraphe 3 premier alinéa de la décision 70/243/CECA, CEE, Euratom

	Part relative de référence (1972)	Plafond (+ 1 %)	Plancher (- 1,5 %)	Part relative avant ajustement (tableau 4)	Différence		Première répartition	Deuxième répartition	Part relative ajustée
					en dessous du plancher	au-dessus du plafond			
Belgique	8,2662	8,3489	8,1422	7,6942	+0,4480	—	—	+0,0499	8,1921
Allemagne	32,0171	32,3373	31,5368	34,3368	—	-1,9995	—	—	32,3373
France	27,7544	28,0319	27,3381	27,3237	+0,0144	—	—	+0,2395	27,5776
Italie	21,3555	21,5691	21,0352	19,9789	+1,0563	—	—	+0,1484	21,1836
Luxembourg	0,1996	0,2016	0,1966	0,1729	+0,0237	—	—	+0,0015	0,1981
Pays-Bas	10,4072	10,5113	10,2511	10,4935	—	—	+0,0178	—	10,5113
Total	100,0000	101,0001	98,5000	100,0000	+1,5424	-1,9995	+0,0178	+0,4393	100,0000

Solde à répartir:

-0,4571

+0,4571

6. Participation des États membres au financement du budget pour l'exercice 1973 conformément à la décision 70/243/CECA, CEE, Euratom, compte tenu des articles 127 à 132 de l'acte d'adhésion

(en unités de compte)

	Répartition des dépenses		Décomposition des recettes	
	% (1)	Montants	Ressources propres	Contributions
Belgique	7,3585	337 305 310,74	175 721 966,46	161 583 344,28
Danemark	1,1181	51 252 438,40	38 631 769,46	12 620 668,94
Allemagne	29,0466	1 331 463 265,46	731 213 597,45	600 249 668,01
France	24,7712	1 135 483 768,89	448 675 801,04	686 807 967,85
Irlande	0,2772	12 706 534,23	12 706 534,23	—
Italie	19,0279	872 217 397,87	403 524 327,18	468 693 070,69
Luxembourg	0,1779	8 154 734,63	2 969 206,70	5 185 527,93
Pays-Bas	9,4417	432 796 840,72	280 607 612,28	152 189 228,44
Royaume-Uni	8,7809	402 506 516,69	402 506 516,69	—
Total	100,0000	4 583 886 807,63	2 496 557 331,49	2 087 329 476,14

(1) Les pourcentages du tableau 5 calculés pour six États membres ont été convertis pour neuf États membres.

7. Contributions des États membres prévues

	(en unités de compte)							Total
	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas		
— à l'article 200 paragraphe 1 du traité CEE	16 882,53	59 836,81	59 836,81	59 836,81	427,41	16 882,53	213 702,90	
— au règlement n° 130/66/CEE: FEOGA: section garantie	14 242 508,00	50 411 015,00	38 931 173,00	44 000 877,00	258 550,00	22 155 877,00	170 000 000,00	
Total	14 259 390,53	50 470 851,81	38 991 009,81	44 060 713,81	258 977,41	22 172 759,53	170 213 702,90	

8. Situation de trésorerie

	(en unités de compte)							Différence (b+c+d-e-f)
	Versements effectués conformément à l'article 31 du règlement financier 73/91/CECA, CEE, Euratom		Montants détenus par la Commission à la fin de l'exercice 1972		Droits constatés		Différence	
	Resources propres	Avances de trésorerie			Resources propres	Contributions		
a	b	c	d	e	f	g		
Belgique	175 721 966,46	160 566 466,53	12 053 353,82	175 721 966,46	161 583 344,28	11 036 466,07		
Danemark	38 631 769,46	18 966 222,50	—	38 631 769,46	12 620 668,94	6 345 553,56		
Allemagne	731 213 597,45	547 996 620,73	76 168 204,58	731 213 597,45	600 249 668,01	23 915 157,30		
France	448 675 801,04	684 067 388,98	29 670 967,54	448 675 801,04	686 807 967,85	26 930 388,67		
Irlande	12 686 667,00	2 513 528,15	—	12 706 534,23	—	2 493 660,92		
Italie	403 524 327,18	431 141 458,44	44 401 776,82	403 524 327,18	468 693 070,69	6 850 164,57		
Luxembourg	2 969 206,70	5 181 117,00	147 324,67	2 969 206,70	5 185 527,93	142 913,74		
Pays-Bas	280 607 612,28	138 016 973,17	23 930 011,48	208 607 612,28	152 189 228,44	9 757 756,21		
Royaume-Uni	401 866 226,03	79 618 810,29	—	402 506 516,69	—	78 978 519,63		
Total	2 495 897 173,60	2 068 068 575,79	186 371 638,91	2 496 557 331,49	2 087 329 476,14	166 450 580,67		